



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de l'Energie Opérationnelle
Centre d'expertise technique
Bureau Soutien Administratif**

***PRODUITS CHIMIQUES
ET
VERRERIE + CONSOMMABLES DE LABORATOIRE***
REGLEMENT DE LA CONSULTATION - Phase Candidature

Numéro de consultation : CETSEO25001

Procédure de passation : Appel d'offres restreint – Marché de défense et sécurité

PHASE CANDIDATURE – la procédure est en appel d'offres restreint (AOR) seuls les éléments de la candidature sont requis dans un premier temps.

Table des matières

1.	PREAMBULE.....	4
2.	POUVOIR ADJUDICATEUR	4
3.	OBJET DE LA CONSULTATION	4
4.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
4.1.	Procédure de passation.....	4
4.2.	Allotissement.....	5
4.3.	Forme et étendue de l'accord-cadre	5
4.4.	Tranches	5
4.5.	Durée de l'accord-cadre	5
4.6.	Lieu d'exécution.....	6
4.7.	Variantes	6
4.8.	Prestations supplémentaires éventuelles.....	6
4.9.	Considérations sociales.....	6
4.10.	Considérations environnementales	6
4.11.	Traitement de données à caractère personnel	6
5.	INFORMATION DES CANDIDATS.....	7
5.1.	Contenu des documents de la consultation	7
5.2.	Modalités de retrait et de consultation des documents	7
5.3.	Demandes de renseignements complémentaires et questions	7
5.4.	Modification des documents de la consultation.....	8
6.	CANDIDATURE	8
6.1.	Conditions de participation	8
6.2.	Présentation de la candidature	8
6.2.1.	<i>Forme de la candidature</i>	8
6.2.2.	<i>Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques</i>	9
6.2.3.	<i>Précisions concernant la sous-traitance</i>	9
6.3.	Examen des candidatures	9
6.3.1.	<i>Documents justificatifs concernant les aptitudes, capacités financières et professionnelles</i> 10	
6.3.2.	<i>Pièces justificatives relatives aux motifs d'exclusion</i>	10
7.	MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS.....	11
7.1.	Date et heure de réception des candidatures	11
7.2.	Conditions de transmission des plis.....	11
7.2.1.	<i>Dépôt électronique</i>	11

7.2.2.	<i>Précisions sur les conditions d'utilisation de la plateforme "PLACE"</i>	12
7.3.	Mode secours de transmission des plis	13
8.	LANGUE	14
9.	OFFRE.....	14
10.	CONTENTIEUX	14
11.	MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE	14
12.	ANNEXES.....	15

1. PREAMBULE

Le présent document constitue un complément à l'Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC) et au Cahier de Clauses Particulières (CCP) indiquant notamment la description des prestations et leurs spécifications techniques et doit être lu en corrélation avec ceux-ci.

2. POUVOIR ADJUDICATEUR

Ministère des armées

Centre d'Expertise Technique du SEO (CETSEO)

Adresse postale :

Base de défense Marseille-Aubagne / CETSEO

111, avenue de la Corse – BP 40026

13568 Marseille Cedex 02

Adresse physique et de livraison :

Centre d'Expertise Technique du SEO

302, chemin de Sainte Marthe

13014 Marseille

Téléphone : (+33) 04 95 05 20 24

Courriel : cetseo-finances.contact.fct@intradef.gouv.fr

Adresse Internet (site PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr

3. OBJET DE LA CONSULTATION

L'accord-cadre a pour objectif l'approvisionnement du magasin du CETSEO en produits chimiques et verrerie + consommables de laboratoire.

Le marché est un marché de fourniture.

- Code(s) CPV LOT 1 : 24000000-4 (produits chimiques). Groupe marchandise 44.02.01
- Code(s) CPV LOT 2 : 33793000-5 (Verrerie de laboratoire). Groupe marchandise 41.07.02

Domaine fonctionnel : 901D-S04D-48

4. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

4.1. Procédure de passation

Le présent support contractuel est passé en appel d'offres restreint (AOR) selon les dispositions prévues pour les marchés de défense ou de sécurité (MDS) en application des art L2324-2, R2324-2 du code de la commande publique.

Cette procédure implique un déroulement en deux phases :

- 1° phase « candidature »

Seuls les éléments de la candidature sont requis dans un premier temps et analysés.

- 2° phase « offre »

S'en suit l'envoi par le pouvoir adjudicateur d'une lettre de consultation adressée aux seuls candidats retenus.

Ainsi, lors de la phase de candidature, les documents de consultation transmis via le profil d'acheteur PLACE sont limités, Cf. 5.1 ci-après. Les documents de la phase offre seront accessibles ultérieurement aux seuls candidats retenus à l'issue de la phase de candidature.

4.2. Allotissement

Le marché présente plusieurs lots :

N° de lot	Intitulés lots séparés
1	PRODUITS CHIMIQUES
2	VERRERIE + CONSOMMABLES DE LABORATOIRE

Les soumissionnaires sont libres de présenter une offre pour chacun des lots.

Le nombre de lots qui pourra être attribué à un même soumissionnaire n'est pas limité.

4.3. Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est mono-attributaire pour chacun de ses lots.

Il est exécuté par la conclusion de bons de commande et il est conclu sans montant minimum, avec un montant global estimé de 1 750 000 €HT et un maximum de 2 800 000 €HT pour toute la durée du marché, reconductions comprises.

Les montants cumulés des bons de commande ne peuvent pas dépasser le montant maximum du marché. Toutefois, la responsabilité de la personne publique n'est pas engagée si les montants cumulés des bons de commande n'atteignent pas le montant maximum du marché.

Le montant estimé par lot est de :

- LOT1 : 1 260 000€ HT pour toute la durée du marché, reconductions comprises avec un montant maximum fixé à 2 016 000€ HT.
- LOT2 : 490 000€ HT pour toute la durée du marché, reconductions comprises avec un montant maximum fixé à 784 000€ HT.

4.4. Tranches

L'accord-cadre ne comporte pas de tranches.

4.5. Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa date de notification.

Cette durée s'entend hors reconductions éventuelles.

L'accord cadre est reconductible, six fois, par tacite reconduction.

4.6. Lieu d'exécution

Centre d'Expertise Technique du SEO
302, chemin de Sainte Marthe
13014 Marseille

4.7. Variantes

Les variantes sont interdites.

4.8. Prestations supplémentaires éventuelles

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

4.9. Considérations sociales

Le présent marché public ne prévoit pas de considérations sociales.

4.10. Considérations environnementales

Le présent marché public prévoit des considérations environnementales dans les conditions d'exécution et critères d'attribution du marché.

4.11. Traitement de données à caractère personnel

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Le Ministère de l'action et des comptes publics

59, boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :

La Direction des achats de l'Etat,

Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

Coordonnées du délégué à la protection des données :

le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution de l'accord-cadre public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

5. INFORMATION DES CANDIDATS

5.1. Contenu des documents de la consultation

Le dossier de consultation des entreprises est constitué des éléments suivants :

1	Avis d'appel public à concurrence
2	Règlement de la consultation – Phase candidature(RC)
3	Formulaire DC 1
4	Formulaire DC 2
5	Cahier des clauses particulières

5.2. Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr).

La référence du DCE sur la PLACE est : **CETSEO25001**.

Lors du retrait du dossier de la consultation sur le site Internet, il est fortement recommandé de laisser des coordonnées de courriel valides afin de bénéficier des informations relatives aux mises à jour des documents.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la PLACE notamment nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Les documents détaillés et le règlement relatif à la phase offre de la présente procédure sera publié à partir du début de cette même phase.

5.3. Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Conformément à l'article R.2351-4 et 2332-4 du code de la commande publique, le délai de réception des candidatures est prolongé lorsqu'un complément d'informations nécessaire à l'élaboration de la candidature, demandé en temps utile par l'opérateur économique, au plus tard six jours avant la date de réception des candidatures, n'est pas fourni, par le pouvoir adjudicateur, dans le délai de quatre jours avant la date limite fixée pour la réception des candidatures ou lorsque des modifications importantes sont apportées aux documents de la consultation.

Passé ce délai de quatre jours, la date limite de réception des offres pourra ne pas être prolongée ET les réponses aux questions pourront ne pas être apportées aux opérateurs économiques.

5.4. Modification des documents de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard quatre jours avant la date limite de réception des candidatures.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

En cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est prolongé les conditions prévues au à l'article R.2351-4 du code de la commande publique

6. CANDIDATURE

6.1. Conditions de participation

En application des dispositions de l'article L.2342-1 du code de la commande publique, les candidats devront disposer des moyens techniques, humains et financiers suffisants au regard de l'importance des prestations à réaliser.

Appréciation de la capacité économique et financière :	Au regard de la déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices. Le chiffre d'affaire minimal exigé est égal au montant annuel estimé de l'accord-cadre.
Pour l'appréciation des garanties professionnelles :	Au vu des références pour des prestations similaires dans le domaine d'application du présent accord-cadre, réalisées au cours des cinq dernières années.
Pour l'appréciation des garanties techniques :	Au vu de l'expérience, des compétences (qualifications) et des moyens du candidat.

NOTA : Les entreprises nouvelles fourniront tous les éléments permettant de justifier de leur capacité à réaliser ces prestations. Les entreprises nouvelles qui ne disposent pas de l'intégralité des documents demandés au regard des trois dernières années fourniront les éléments dont elles disposent depuis leur création.

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

Si le candidat a plusieurs lots, il peut remettre un dossier de candidature unique à condition de présenter ses capacités professionnelles, techniques et financières lot par lot.

En application des dispositions de l'article R.2324-2 du code de la commande publique, la procédure comportera une phase candidature puis une phase offre. Seuls les candidats sélectionnés par l'acheteur sont ainsi autorisés à soumissionner et recevront d'une lettre de consultation afin de présenter une offre.

6.2. Présentation de la candidature

6.2.1. *Forme de la candidature*

Le dépôt de candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME) n'est pas autorisé en procédure défense et sécurité (MDS).

Les candidats renseignent et transmettent les documents suivants :

- *Lettre de candidature ou formulaire DC1* (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent, dûment rempli, et daté ;
- *Déclaration du candidat ou formulaire DC2* (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), ou équivalent, dûment rempli et daté ;
- Les candidats renseignent les parties suivantes du DC2 :
 - E - Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée par le contrat ;
 - F - Renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat individuel ou du membre du groupement ;
 - G - Renseignements relatifs à la capacité technique et professionnelle du candidat individuel ou du membre du groupement ;

NOTA : Les entreprises nouvelles qui ne disposent pas de l'intégralité des documents demandés au regard des trois dernières années fournissent les éléments dont elles disposent depuis leur création.

6.2.2. Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

6.2.2.1. Conditions de présentation

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

6.2.2.2. Forme du groupement

La forme du groupement n'est pas imposée au stade de la procédure de passation mais le groupement attributaire devra adopter la forme :

- du groupement SOLIDAIRE (chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre) ;
- ou conjoint avec MANDATAIRE SOLIDAIRE (chacun des membres du groupement est engagé sur la partie des prestations qui lui est attribuée par l'accord-cadre).

6.2.2.3. Candidature avec les formulaires DC1 et DC2

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, les candidats transmettent les renseignements suivants des formulaires DC1 et DC2 :

- le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ;
- le formulaire DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

6.2.3. Précisions concernant la sous-traitance

Sans objet

6.3. Examen des candidatures

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce

délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

6.3.1. Documents justificatifs concernant les aptitudes, capacités financières et professionnelles

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis.

Les documents à transmettre à l'appui de la candidature :

- les formulaires DC1 et DC2 ;
- la déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- la présentation d'une liste de prestations similaires exécutées dans le domaine du présent marché au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ;
- la description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise.

L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres États membres.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Nommage des fichiers : Le nom de chaque document transmis par voie électronique est nommé de la façon suivante : 2025_produits labo **nom du candidat nom** du document (par exemple : 2025_produits labo_Societe_DC1).

6.3.2. Pièces justificatives relatives aux motifs d'exclusion

En application des dispositions de R.2344-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie, au plus tard avant l'envoi de l'invitation à soumissionner.

6.3.2.1. Le candidat est établi ou domicilié en France

- Si l'opérateur économique est en redressement judiciaire, la photocopie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- Attestations sociales et fiscales :
 - une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF et datée de moins de 6 mois¹ ;

¹ l'attestation de vigilance sociale délivrée par l'URSSAF à partir de leur espace sécurisé sur le site <https://mon.urssaf.fr>

- une attestation de régularité fiscale dont la date d'établissement ne pourra être antérieure à la date à laquelle le pouvoir adjudicateur en a demandé sa production².

En tout état de cause, ces attestations devront être fournies avant l'envoi de l'invitation à soumissionner. A défaut d'une production de ces attestations dans les délais imposés par le pouvoir adjudicateur, le candidat ne pourra être retenu ;

- Numéro unique d'identification du candidat prévu mentionné à l'article R.2343-9 du code de la commande publique ;

La transmission de ce numéro s'accompagne également des documents relatifs au pouvoir des personnes habilitées à engager la personne morale, et le cas échéant la délégation de pouvoir.

Ces documents concernent chaque personne habilitée à engager la personne morale, qu'il s'agisse d'un candidat unique ou d'un groupement d'opérateurs (chaque cotraitant). Le pouvoir sera signé manuscritement ou électroniquement par le délégant (qui donne le pouvoir) et par le délégataire (qui reçoit le pouvoir).

- Si le candidat emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du Code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du Code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) ;
- Pour tout candidat occupant au moins vingt salariés, le certificat délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH), concernant le respect des dispositions des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail, relatives à l'emploi des travailleurs handicapés.

6.3.2.2. Le candidat est établi ou domicilié à l'étranger

Le cas échéant, il produit les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents du pays d'origine ou d'établissement exigées au titre de l'article 6.3.2.1 du présent document.

Toutefois, si les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas un ou plusieurs de ces documents, le soumissionnaire transmet une déclaration répondant aux exigences de l'article R.2143-10 du Code de la commande publique.

7. MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS

7.1. Date et heure de réception des candidatures

Les candidatures devront être transmises au plus tard le **12/09/2025 16:00 heure de Paris**.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Les plis et la « copie de sauvegarde » parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

7.2. Conditions de transmission des plis

7.2.1. Dépôt électronique

Seuls sont autorisés les dépôts électroniques sur la plate-forme "PLACE" : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

² l'attestation de vigilance fiscale depuis leur compte fiscal professionnel accessible depuis le site <https://www.impots.gouv.fr>

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

7.2.2. Précisions sur les conditions d'utilisation de la plateforme "PLACE"

7.2.2.1. Guide utilisateur

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques. Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de PLACE :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Les candidats ou les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

7.2.2.2. Accusé de réception

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

7.2.2.3. Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts.

Les documents transmis sont nommés de la façon suivante : 2025_produits labo **nom du candidat**_nom du document (par exemple : 2025_produits labo **Société**_DC1).

Ces fichiers doivent être réunis dans un seul répertoire intitulé : CETSEO25001_Nom Société, qui sera lui-même « zippé ». L'outil zip est en libre téléchargement depuis PLACE entreprise sur Accueil /aide/Outils informatiques.

Le CETSEO attire l'attention sur la nécessité de compresser un seul répertoire au lieu de fichiers séparés pour des questions de déchiffrement.

7.2.2.4. Horodatage

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

7.2.2.5. Copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

Centre d'expertise technique du SEO

BDD Marseille Aubagne – CETSEO

111 avenue de la Corse – BP 40026

13568 Marseille Cedex 02

7.2.2.6. Antivirus

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

7.3. Mode secours de transmission des plis

Il est rappelé que l'opérateur économique est invité à vérifier la configuration de son poste avant la date

limite de dépôt des plis.

Si toutefois l'opérateur économique n'est pas en mesure de déposer son pli avant la date limite de dépôt pour des raisons liées à un blocage technique du site PLACE, il doit utiliser l'assistance en ligne du site de la PLACE. Une fois le formulaire en ligne renseigné et envoyé, le numéro d'appel de l'assistance s'affiche.

Dans le cas où le problème ne serait pas résolu avec l'assistance en ligne de la PLACE, la procédure de secours suivante est à utiliser : envoi d'un courriel au CETSEO cetseo-finances.contact.fct@intradef.gouv.fr en indiquant le numéro de la demande d'assistance fourni par l'aide de la PLACE et en prouvant par une copie écran ou autre, que le problème du dépôt de pli provient d'une défaillance ou d'une maintenance technique de la PLACE ;

Lorsque le dysfonctionnement perdure jusqu'à la date limite de remise des offres, le pouvoir adjudicateur prolonge la date limite de remise des offres (DLRO) sur la PLACE afin de permettre aux opérateurs économiques impactés par le blocage de déposer leur pli comme prévu initialement sur la consultation. La durée de prolongation de la DLRO ne pourra excéder 24h, à compter de l'heure de rétablissement de la plate-forme électronique du pouvoir adjudicateur.

8. LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

9. OFFRE

Compte tenu de la procédure en appel d'offres restreint, les documents de la consultation ne seront accessibles qu'aux candidats retenus, qui recevront une lettre de consultation via le site Internet du profil d'acheteur PLACE.

10. CONTENTIEUX

Voies et délais de recours :

1) Référé pré contractuel (article L.551-1 du Code de la Justice Administrative –CJA), la requête devant être introduite avant la conclusion du contrat.

2) Recours indemnitaire (article R.421-1 et suivants du CJA), dans les deux mois à compter d'une décision expresse, ou sans délai pour une décision implicite, rejetant une demande préalable, et sous réserve des dispositions relatives à la prescription quadriennale. Les recours contre les actes pris pour l'exécution du contrat se font dans les délais prévus par ceux-ci.

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de MARSEILLE.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :
CETSEO

302 CHEMIN DE SAINTE MARTHE
13014 MARSEILLE

Téléphone. : +33.4.95.05.20.24

Courriel : cetseo-finances.contact.fct@intradef.gouv.fr.

11. MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

D'une manière générale, la signature des documents est souhaitée de préférence au format PDF intégrant une signature conforme aux exigences du présent article au format PAdES. Il est demandé de

veiller à autoriser l'apposition des signatures ultérieures sur les documents signés.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique ;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

Exigences relatives au certificat de signature électronique :

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;
- la signature électronique qualifiée (niveau 4).

12. ANNEXES

Sans objet.